

Après la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la reprise mondiale demeure lente et inégale. Bien que l'économie ait fait preuve de résilience cette année, la réouverture de certaines économies ayant provoqué un rebond et l'inflation ayant quelque peu diminué après avoir atteint un sommet l'année dernière, il est encore trop tôt pour se réjouir. L'activité économique est encore loin d'avoir repris la trajectoire qu'elle suivait avant la pandémie, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, et les disparités se creusent entre les régions. Plusieurs forces freinent la reprise. Certaines sont dues aux conséquences à long terme de la pandémie, de la guerre en Ukraine et de la fragmentation géoéconomique accrue. D'autres sont plus conjoncturelles, notamment les effets du durcissement de la politique monétaire nécessaire pour réduire l'inflation, la suppression de l'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé et les phénomènes météorologiques extrêmes.

La croissance mondiale devrait ralentir et être ramenée de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024. Les projections restent en dessous de la moyenne historique (2000–19) de 3,8 % et les prévisions pour 2024 sont inférieures de 0,1 point de pourcentage à celles de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juillet 2023. Dans les pays avancés, on attend un ralentissement, la croissance passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 et 1,4 % en 2024, car, si le dynamisme des États-Unis est plus fort que prévu, la croissance est inférieure aux prévisions dans la zone euro. Les pays émergents et les pays en développement devraient voir leur croissance reculer légèrement, de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et 2024, les prévisions ayant été revues à la baisse de 0,1 point de pourcentage en 2024 du fait de la crise du secteur de l'immobilier en Chine. Les prévisions de croissance mondiale à moyen terme, à 3,1 %, sont les plus faibles depuis plusieurs décennies, et les perspectives de voir des pays rattraper le niveau de vie d'autres pays plus avancés sont faibles. L'inflation mondiale devrait progressivement reculer, passant de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024. Les prévisions ont cependant été révisées

à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2023 et 0,6 point de pourcentage pour 2024, et l'inflation ne devrait pas retrouver sa valeur cible avant 2025 dans la plupart des pays.

Les risques pesant sur les perspectives sont plus équilibrés qu'il y a six mois, en raison du dénouement des tensions concernant le plafond de la dette des États-Unis et des mesures résolues prises par les autorités de la Suisse et des États-Unis pour maîtriser les turbulences financières. Le risque d'un atterrissage brutal s'est estompé, mais le solde des facteurs ayant une influence sur la croissance mondiale reste orienté à la baisse. La crise du secteur immobilier chinois pourrait s'aggraver et avoir des répercussions à l'échelle mondiale, en particulier sur les pays exportateurs de produits de base. Ailleurs, comme le montre le chapitre 2, les anticipations d'inflation à court terme ont augmenté et pourraient contribuer, en conjonction avec une pénurie de main-d'œuvre, à faire persister les pressions inflationnistes hors alimentation et énergie, ce qui nécessiterait un relèvement des taux directeurs plus fort que prévu. D'autres chocs climatiques et géopolitiques pourraient provoquer de nouvelles flambées des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Le chapitre 3 explique que l'intensification de la fragmentation géoéconomique pourrait limiter la circulation des produits de base entre les différents marchés, et ainsi accroître la volatilité des cours et compliquer la transition écologique. Alors que le coût du service de la dette augmente, plus de la moitié des pays en développement à faible revenu sont en situation de surendettement ou s'en rapprochent fortement.

Les pouvoirs publics ont peu droit à l'erreur. Les banques centrales doivent rétablir la stabilité des prix tout en recourant, si nécessaire, aux outils permettant d'alléger les tensions financières. Comme l'explique le chapitre 2, il est essentiel d'adopter des cadres de politique monétaire et des stratégies de communication efficaces pour ancrer les anticipations et réduire au minimum les coûts de la désinflation en matière de production. Les responsables des finances publiques devraient reconstituer une marge de manœuvre budgétaire et renoncer aux mesures non ciblées, tout en protégeant

les plus vulnérables. Des réformes destinées à réduire les obstacles structurels à la croissance, en encourageant par exemple la participation au marché du travail, aideraient à ramener progressivement l'inflation vers le niveau visé et à réduire la dette. Une coordination multilatérale plus rapide et plus efficace s'impose en matière de

résolution de la dette afin d'éviter tout surendettement. Une coopération est également nécessaire pour atténuer les effets du changement climatique et accélérer la transition écologique, notamment, comme le montre le chapitre 3, pour assurer des flux transfrontaliers réguliers de minerais essentiels.